

Pour la Palestine et une paix juste et durable

Contre l'antisémitisme et l'islamophobie

Egalité des droits et autodétermination des peuples

Les massacres du Hamas en Israël du 7 octobre suivi des massacres que commet l'armée israélienne dans la bande de Gaza depuis cette date ont ouvert une séquence pleine de dangers qui nous questionnent sur nos tâches et sur les principes politiques qui doivent guider notre orientation dans la période. Je reviendrais ici sur un certain nombre de points qui me semblent particulièrement importants.

-La Palestine toujours « au cœur demeure » (J. P. Filiu) : l'impérative solidarité avec le peuple palestinien

La question palestinienne semblait avoir perdu de sa « centralité » depuis quelques années avec notamment le processus de « normalisation » des relations d'un certain nombre de régime du monde arabe avec l'Etat d'Israël. Tragiquement ce sont les crimes de l'attaque dirigée par le Hamas qui sont venus replacer la question palestinienne au cœur de l'actualité. Les mobilisations massives qui ont réagi à la vengeance criminelle israélienne à Gaza dans le monde arabo-musulman mais aussi dans des pays occidentaux où une partie importante de la jeunesse s'est politisée sur les questions antiracistes (en particulier aux Etats-Unis et au Royaume-Uni) ont montré que la question palestinienne restait extrêmement vive à une échelle de masse en décalage total avec les orientations politiques des dirigeant·es.

Pour notre camp social, la solidarité avec le peuple palestinien est un impératif politique car sont en jeu nos principes. Cette solidarité doit s'exprimer sur les bases suivantes : droit du peuple palestinien à l'autodétermination et à résister à l'oppression ; condamnation de la colonisation israélienne et de l'apartheid en lien avec la campagne Boycott Désinvestissement Sanction (BDS) ; reconnaissance du fait national israélien ; condamnation de toutes les violences touchant les civils. Ces bases sont celles qui permettent de défendre le principe d'une Paix Juste et Durable entre Palestinien·nes et Israélien·nes.

Cela signifie que nous devons participer activement à la relance du Collectif 06 pour une Paix Juste et Durable entre Palestinien·nes et Israélien·nes et aux mobilisations qu'il organise à Nice. Et cela malgré les interdictions systématiques prononcées par le nouveau préfet des Alpes-Maritimes.

Ces mêmes principes (droit des peuples à l'autodétermination) sont d'ailleurs ceux qui ont guidé notre participation au Collectif 06 de Solidarité avec la Résistance du Peuple Ukrainien et nous ne devons pas hésiter à faire un lien entre les enjeux des deux situations.

-Une criminalisation néocoloniale et islamophobe de la solidarité avec la Palestine

Dès les jours qui ont suivi le 7 octobre, le pouvoir a cherché à criminaliser les expressions de solidarité avec le peuple palestinien. Cela s'est traduit par des attaques judiciaires contre telle ou telle organisation et par la stigmatisation de toutes celles et ceux qui essayaient, dans une perspective de compréhension de l'événement, de contextualiser l'attaque du Hamas dans la longue histoire du conflit israélo-palestinien. Ce faisant, le

pouvoir, la droite et l'extrême droite ont très largement adopté un discours de « guerre contre le terrorisme » et sa logique de conflits de civilisation qui est venu gommer la nature coloniale du conflit israélo-palestinien et justifier un « droit inconditionnel d'Israël à se défendre » qui, dans le contexte d'un gouvernement israélien fascisant composé pour partie de suprémacistes n'hésitant pas à déshumaniser les Palestiniens, ne pouvait se traduire autrement que par une carte blanche donnée pour son attaque de la population de Gaza.

Cette position du pouvoir en France qui, à bien des égards, est en rupture avec une certaine tradition diplomatique, ne peut se comprendre qu'en prenant en compte la droitisation néocoloniale et islamophobe du champ politique français depuis une vingtaine d'années. Celle-ci produit une lecture du conflit faisant d'Israël un avant-poste démocratique de l'Occident en lutte contre la barbarie islamiste et a pour corollaire raciste que la vie d'un·e palestinien·ne n'a pas la même valeur que celle d'un·e israélien·ne.

Face à cela, et même s'il y a d'importants désaccords sur la manière de le faire, il paraît essentiel d'être solidaire des militant·es et des organisations que le pouvoir cherche à criminaliser en raison de l'expression de leur solidarité avec la Palestine. Même difficiles, dans notre camp, les débats sur ces questions sont légitimes mais nous ne pouvons pas accepter cette criminalisation en particulier dans le contexte d'autoritarisme actuel.

-Contre l'antisémitisme et contre l'islamophobie :

Il n'est malheureusement pas particulièrement surprenant de voir la multiplication d'actes et propos antisémites et islamophobes en France à l'occasion d'une « crise » dans le conflit israélo-palestinien. Comme l'a montré l'historien Reza Zia-Ebrahimi dans son passionnant ouvrage *Antisémitisme & islamophobie, une histoire croisée*, la question palestinienne a joué un rôle important dans ce qu'il appelle le « réagencement des racismes » existant depuis plusieurs décennies. On pourra noter d'une part l'émergence d'un antisémitisme dans le monde arabo-musulman et dans les populations vivant en Europe et aux États-Unis issues de l'immigration post-coloniale en lien avec le conflit israélo-palestinien et recyclant en partie les poncifs du « vieil » antisémitisme européen. Et d'autre part la construction d'un « unanimisme islamophobe » (A. Hajjat et M. Mohammed dans *Islamophobie, comment les élites françaises construisent le « problème musulman »*) en Europe et aux États-Unis dont une grande partie des dirigeant·es, des droites et des extrêmes droites instrumentalisent le conflit israélo-palestinien dans leur logique de « conflits de civilisation », phénomène utilisé par le gouvernement actuel fascisant d'Israël pour obtenir un « soutien inconditionnel ».

Aujourd'hui la lutte contre l'antisémitisme organisée par le pouvoir est très largement basée sur la thèse du « nouvel antisémitisme » (P.-A. Taguieff) qui place l'antisémitisme actuel principalement à gauche et chez les « jeunes de banlieues » et se traduit notamment par deux idées : l'équivalence de l'antisionisme et de l'antisémitisme et l'existence d'un « islamo-gauchisme » danger mortel pour la République. Une thèse fautive qui a pour corollaire de dédouaner très largement l'extrême droite de son antisémitisme constitutif et de mettre de côté la longue histoire antisémite de la France, et plus largement de l'Europe. L'appel à la manifestation parisienne du 12 novembre, et aussi celle de Nice, se placent très largement dans cette dimension rendant ainsi possible la présence d'Eric Zemmour en dépit de son entreprise de réhabilitation de Pétain et du RN alors que quelques jours avant son président affirmait que Jean-Marie Le Pen n'était pas antisémite. D'autre part, la présence à cette manifestation de responsables politiques défendant la théorie islamophobe et complotiste du « grand remplacement » ne semble pas poser de problème majeur à ses organisateurs et organisatrices. Bien évidemment, cela ne veut pas dire que toutes les personnes qui ont participé à cette manifestation se retrouvent dans cette manière de considérer la lutte contre l'antisémitisme mais le sens

politique dominant de cette manifestation relève de cette logique, malgré la présence d'organisations de notre camp qui ont cherché à proposer un autre discours et à lutter contre la présence de l'extrême droite.

Cela est révélateur de deux choses : tout d'abord la nullité de notre camp social incapable de prendre une initiative d'ampleur contre l'antisémitisme sur ses propres bases antiracistes et donc de proposer un autre cadre à cette lutte ; et par conséquent l'impérieuse nécessité de reprendre le fil de la lutte contre l'antisémitisme sur ces bases. Soit une lutte : qui combat tous les actes et tous les propos antisémites d'où qu'ils viennent ; qui refuse l'assimilation essentialisante des juives et des juifs à la politique de l'Etat d'Israël ; qui dénonce les discours d'extrême droite encore profondément imprégnés d'antisémitisme en particulier au travers du thème de l'opposition entre une « élite mondialiste et cosmopolite » et un « peuple enraciné » ; qui s'oppose aussi aux discours d'une partie des dirigeants actuels qui sont bien loin d'avoir totalement digéré la longue tradition antisémite française : ainsi d'Emmanuel Macron voulant commémorer en 2018 la naissance de l'antisémite Charles Maurras puis la mémoire du « grand soldat » Pétain ou de Gérard Darmanin qui dans un livre en 2021 justifie la lutte contre le « séparatisme islamiste » en prenant pour exemple la politique, antisémite, de Napoléon envers les juifs ; et enfin qui porte une grande attention aux discours internes à la gauche sociale et politique qui pourraient donner prise à l'antisémitisme notamment autour de la dénonciation de la « finance internationale » et des « financiers », thème qui laisse la place à des interprétations antisémites.

Ce combat déterminé contre l'antisémitisme doit se mener parallèlement à et en lien avec une lutte tout aussi déterminée contre l'islamophobie qui joue un rôle central dans les processus de fascisation actuels en France comme dans une grande partie de l'Europe et aux Etats-Unis. C'est une nécessité principielle et stratégique. Principielle car nous devons combattre toutes les formes de racisme. Stratégique car cette perspective peut permettre de sortir la lutte contre l'antisémitisme du piège tendu par la droite et l'extrême droite et de constituer un large front antiraciste dont l'absence se fait cruellement ressentir depuis une vingtaine d'années.

Et cela d'autant plus que l'islamophobie et l'antisémitisme partagent une longue histoire commune principalement européenne avec des mécanismes et des logiques de racialisation très proches. Derrière l'un-e, l'autre n'est jamais bien loin.

-Face à ce « clair-obscur d'où surgissent les monstres », tenir bon...

La situation nous impose de tenir bon.

Tenir bon sur nos principes dans un contexte où les forces de notre camp social sont divisées pour ne pas dire plus en particulier sur les questions internationales et les questions antiracistes et où l'extrême droite emporte des victoires politiques sans vraiment avoir besoin de faire grand-chose.

Tenir bon sur nos principes en particulier sur l'égalité des droits et le droit des peuples à l'autodétermination, des boussoles essentielles face à ce « clair-obscur » d'où surgissent les monstres »...

Arthur Leduc

15/11/2023